

PLANÈTE

## A Nairobi, des start-up à l'assaut de la montagne de déchets

Comme de nombreuses villes africaines, la capitale kényane ne parvient pas à gérer l'explosion de ses déchets. Des entreprises tentent de transformer ce fardeau écologique en opportunités.

Par Marion Douet • Publié le 15 novembre 2018 à 08h00 - Mis à jour le 15 novembre 2018 à 09h20

Lecture 5 min.



Article réservé aux abonnés



Des employés d'un centre de tri de Mr Green Africa, à Nairobi, le 25 juin. Baz Ratner / REUTERS

---

du centre-ville. Fidèle à son style hamboyant, MIKE SONKO, qui a fait de la gestion des déchets une priorité de son mandat, n'a pas hésité à montrer sur les réseaux sociaux qu'il s'impliquait concrètement dans les opérations de nettoyage qu'il organise dans la capitale.

Louable, l'initiative n'en reste pas moins cosmétique. Car Nairobi est dépassée par l'explosion de ses déchets. Portés par l'urbanisation rapide et l'évolution des modes de consommation, les volumes dépassent 2 400 tonnes par jour, sans compter les agglomérations périphériques. Selon la Banque mondiale, seuls 50 % sont collectés – un chiffre qui place la capitale kenyane dans la moyenne africaine.

La mairie n'assure qu'une petite partie de cette collecte. Alors, les Nairobiens, riches ou pauvres, font majoritairement appel à des collecteurs privés qui, pour quelques dollars par mois, embarquent les poubelles à bord d'antiques camions-bennes. Leur destination ? Au pire des décharges sauvages, au mieux des sites officiels de stockage, généralement débordés, tel Dandora, pourtant considéré comme « *plein* » et « *dangereux* » depuis 2001. Les autorités n'opèrent (ni n'ont délégué) aucun site consacré à l'incinération ou au recyclage.

Contactée, par l'intermédiaire de son responsable environnement, la mairie n'a pas répondu à nos sollicitations. « *Les raisons du problème sont multiples : absence de taxe sur les déchets, poids des cartels ou complexité institutionnelle, liée notamment au processus de décentralisation [en cours depuis 2010, celui-ci attribue la gestion des déchets aux comtés – l'équivalent des régions, Nairobi en étant une]* », décrypte une source, soulignant que l'ensemble de ces défis refroidit aussi les institutions de développement.

## **Valoriser et faire circuler les déchets**

Nairobi est donc embourbée dans ses déchets, mais elle n'en reste pas moins un hub économique, reconnu pour ses entrepreneurs et ses innovations. Ce n'est donc peut-être pas par hasard qu'une poignée de start-up ont décidé de voir dans ce casse-tête des opportunités économiques. Leur credo : s'appuyer sur le système informel existant, tant dans la collecte que dans la récupération, pour valoriser et faire circuler les déchets.

explique Kelvin Simui, citoyen suisse et ancien de la banque Merrill Lynch. Ici, les petits collecteurs déposent leur récolte du jour sur une balance connectée qui, via une application, ajoute automatiquement ce poids à leur profil. Ils seront rémunérés 19 shillings (16 centimes d'euros) le kilo au lieu de 10-15 shillings le kilo, prix du marché. Le plastique sera transformé en copeaux, qui seront vendus aux industriels, « 40 à 50 % moins cher que le marché primaire ». La société (entre 20 000 et 30 000 dollars par mois de revenus, 17 000 et 26 000 euros) n'est pas encore rentable, mais croît rapidement et vient de signer un partenariat avec le géant Unilever. « Ici, l'absence d'incinération des déchets crée une opportunité d'aller directement vers l'économie circulaire », ajoute le fondateur et directeur de l'entreprise, soulignant que « Mr. Green Africa ne répond cependant qu'à une partie du défi ».

## **Cartons et plastiques sont nettoyés pour être revendus à des recycleurs, informels ou non, spécialisés dans leur réutilisation**

TakaTaka (« poubelles » en swahili) Solutions va plus loin. « D'ici deux-trois ans, nous voulons offrir une solution à l'échelle municipale », affirme son fondateur Daniel Paffenholz, un Allemand qui a passé une partie de sa jeunesse au Kenya. A l'instar des autres collecteurs privés, son entreprise récupère les déchets de ses clients qui sont ensuite envoyés vers un site de tri et de recyclage, où 95 % des volumes trouvent un débouché. « Le tri est la clé du recyclage. Cela demande de la main-d'œuvre, et ici plutôt qu'aux Etats-Unis ou en Europe. Nous avons un avantage comparatif pour le faire », poursuit ce chef d'entreprise, qui vante les bonnes conditions de travail de ses 200 employés. Les déchets organiques, majoritaires, sont vendus à des éleveurs ou compostés. Cartons et plastiques sont nettoyés pour être revendus à des recycleurs, informels ou non, spécialisés dans leur réutilisation.

L'entreprise, qui a reçu des financements de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) revendique aujourd'hui de récupérer 40 à 45 tonnes de déchets par jour, ce qui fait d'elle « le premier collecteur de déchets du Kenya ». Sur l'année fiscale 2017-18, son chiffre d'affaires a dépassé le million de dollars et la société se dit rentable, sans toutefois apporter de chiffre.

~~« dynamiques, innovantes », les entreprises restent cependant peu nombreuses~~ et « ne peuvent pas résoudre à elles seules tous les problèmes », estime un spécialiste qui, comme beaucoup, pense que l'autorité publique a son rôle à jouer. « Il faut notamment que l'Etat sensibilise les citoyens car plus le tri est fait en amont, plus le déchet est valorisable. Mais aussi qu'il garantisse mieux les débouchés pour les produits recyclés. Trop d'industriels achètent à l'étranger des matières premières qu'ils pourraient obtenir ici », abonde Richard Kainika, de l'association des recycleurs kényans (KAWR), qui regroupe 150 collecteurs et recycleurs. Il note par ailleurs qu'il est plus difficile pour les locaux d'« attirer les projecteurs » et de se développer que pour les expatriés, « qui parviennent mieux à remplir les critères pour obtenir des aides, et savent à qui s'adresser ».

Leah Tsuma n'ignore rien de ces difficultés. Depuis cinq ans, cette microbiologiste kényane tente de monter une entreprise de recyclage à Kibera, le plus grand bidonville de Nairobi. Sa société, Asticom, « première du genre en Afrique », veut collecter 300 tonnes de déchets par jour. Ils seront orientés soit vers un incinérateur, produisant 10 MW d'électricité, soit vers une unité de méthanisation, dont le biogaz sera vendu à un prix compétitif. Coût total : 42 millions de dollars (36,8 millions d'euros). « Obtenir des financements est le plus grand problème, reconnaît-elle. Beaucoup de gens se sont montrés sceptiques en raison de la taille du projet. Mais le faire à plus petite échelle n'aurait pas de rationalité économique, il serait plus cher encore. » Asticom a finalement obtenu une subvention d'un million de dollars de la Banque africaine de développement et cherchera des investisseurs en 2019.

Edward Maywa Kalamu gère une association de quartier qui travaillera avec Asticom. Elle est installée aux abords du « réservoir de Nairobi », emblème de la crise. Situé en contrebas du bidonville, ce dernier apparaît encore sur les cartes, même si l'eau n'y est plus visible depuis longtemps : la cuvette a été entièrement comblée par des déchets, charriés jusqu'ici par les pluies, sur lesquels ont poussé des herbes invasives. Autrefois, « on pouvait y pêcher, il y avait même un club de voile ! Maintenant, c'est dangereux », raconte-t-il avec un sourire dépité. Il attend avec impatience le projet.

**Voir aussi | [Dans l'enfer de Dandora, la décharge dévorante de Nairobi](#)**

**Marion Douet** (Nairobi, correspondance)